

La semaine de quatre jours, une utopie risquée pour l'économie

La réduction du temps de travail n'est pas incongrue sur le plan philosophique. Mais sur le plan économique, elle laisse encore sceptique. Analyse.

NATHALIE BAMPS

«Des idées fortes pour un futur idéal.» Dont celle-ci: la semaine de quatre jours. C'est l'un des 170 idéaux du Parti socialiste, présentés ce week-end lors du grand congrès du parti.

Sur papier, ce n'est que du bonheur: on répartit mieux le travail disponible, on fait baisser le chômage (via l'embauche compensatoire), on améliore la qualité de vie des gens. Cerise sur le gâteau: on travaillerait 30h-32h/semaine au lieu de 38h-40h, sans gagner moins. Le projet socialiste inscrit noir sur blanc le maintien du salaire au programme, les embauches compensatoires sont financées en partie par le budget du chômage, et le coût du travail est gardé sous contrôle via une baisse des charges patronales. Que du bonheur, on vous dit.

Sauf que, passé à la moulinette des économistes, ce projet «sur papier» subit un solide coup de bambou. Ivan Van de Cloot, économiste à l'Itinera Institute, qualifie la proposition du PS de carrément «populiste». «Les politiques sont toujours très qualifiées pour estimer les effets politiques de leurs propositions, mais ils sont incapables d'en estimer l'impact économique», lâche-t-il, assassin.

Voilà pour le message «politique»

de l'économiste. Mais dans les faits, pourquoi l'idée ne résiste-t-elle pas au réalisme du terrain économique? «La réduction du temps de travail augmente le coût du travail par unité produite. Avec pour conséquence qu'on détruit l'emploi», dit Ivan Van de Cloot.

L'économiste appuie ses propos par l'exemple bien connu de la semaine des 35h instaurée au début des années 2000 en France. Le coût de la main-d'œuvre a augmenté de 11,4%, la compétitivité aurait baissé de 3,7% (étude de l'Insee).

L'économiste Etienne de Callatay n'est pas un farouche opposant à la réduction du temps de travail. Dans l'absolu... «Une société avec plus de temps libre serait plus épanouissante. On n'est pas nés pour bosser 8h par jour...» Et donc, «si cela se décidait au niveau mondial, il n'y aurait pas de souci de compétitivité. Il y aurait certes moins de revenus générés, une productivité plus basse, mais ce serait un choix», indique-t-il.

Mais appliqué uniquement en Belgique, c'est autre chose... «La semaine de 4 jours posera un problème de compétitivité en raison de la hausse du coût du travail et la baisse de productivité.» Mais pas seulement. L'économiste pointe les travers d'une telle mesure: problèmes organisationnels dans les PME, creusement des inégalités salariales (entre ceux qui choisiraient de travailler 32h, probablement plutôt les ouvriers, et ceux qui resteraient aux 40h, probablement plutôt les cadres).

De Callatay explique aussi qu'on pourrait financer les baisses de charge via les économies réalisées en termes d'allocations de chômage «Mais c'est avoir une vue trop statique du marché du travail, et ne pas tenir compte des fonctions critiques, où l'on peine déjà à trouver de la main-d'œuvre», dit-il. L'emploi ne peut être vu comme un gâteau à partager entre des travailleurs qui seraient interchangeables. Ce serait d'ailleurs terrible de penser cela...»

un choix politique

Son collègue Philippe Defeyt, plutôt partisan dans l'absolu de la réduction du temps de travail, explique de son côté que cela aura forcément un coût pour la collectivité. «Dans les secteurs publics ou non-marchand subventionnés par l'État, réduire le temps de travail avec maintien du salaire devra être financé par la collectivité», explique-t-il. Et du côté des entreprises, on se retrouverait avec d'un côté, les PME qu'il faudrait aider, car elles n'ont pas les moyens de financer une telle mesure (sauf à désinvestir), et de l'autre, les grands groupes qui financièrement, grâce aux profits réalisés, pourraient se le permettre, mais au prix d'un bras de fer entre les salariés et les actionnaires.

«Dans le contexte actuel où les salaires repartent à la hausse, cette mesure pourrait se financer via un gel des salaires pour garantir la compétitivité. Mais là aussi, c'est un choix politique de société...», conclut-il.